

Discours de Lothar de Maizière à la veille de la réunification allemande (Berlin, 2 octobre 1990)

Légende: Le 2 octobre 1990, à la veille de la réunification officielle de l'Allemagne, Lothar de Maizière, chef du gouvernement de la République démocratique allemande (RDA), prononce à Berlin un discours sur la portée historique de la création d'un État allemand réunifié.

Source: L'unification de l'Allemagne en 1990. Bonn: Office de presse et d'information du gouvernement fédéral, Avril 1991. 192 p.

Copyright: (c) Office de presse et d'information du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_lothar_de_maiziere_a_la_veille_de_la_reunification_allemande_berlin_2_octobre_1990-fr-ab701e58-27c1-49a5-b9fb-ef6e70e0d61b.html

Date de dernière mise à jour: 25/10/2012

Discours de Lothar de Maizière (Berlin, 2 octobre 1990)

Nous sommes un peuple. Nous allons devenir un Etat.

Dans quelques instants, la République démocratique allemande va adhérer à la République fédérale d'Allemagne. Ainsi, nous, les Allemands, allons parvenir à l'unité dans la liberté.

C'est une heure de grande joie. Elle met fin à beaucoup d'illusions. C'est un adieu sans larmes.

62 millions de citoyens de la République fédérale d'Allemagne et 16 millions de citoyens de la République démocratique allemande sont désormais les citoyens d'une Allemagne unifiée. Il n'y a plus qu'un seul Etat allemand commun.

Ce qui était pour la majorité plus qu'un rêve devient réalité : ce sentiment d'appartenance bien naturel peut de nouveau être vécu, dans le respect de la tradition intellectuelle et culturelle cimentée par des siècles, dans la poursuite des liens familiers et émotionnels communs.

Les hommes d'une Allemagne unifiée peuvent désormais de nouveaux décider en commun de leur avenir. Après quarante ans de division, nous sommes maintenant une communauté libre dans une Europe qui se resserre dans la liberté.

Au cours de ce siècle, par deux guerres dévastatrices, par l'holocauste de 6 millions de juifs et par les nombreux autres crimes commis par les nationaux-socialistes, les Allemands se sont rendus coupables de souffrances indicibles. Nous concevons cette partie de notre histoire qui pèse sur nos épaules comme une mise en garde durable à nous dédier à la réconciliation et à contribuer à la compréhension entre les peuples.

Nous considérons comme une tâche importante de promouvoir la croissance organique de toute l'Europe. Pour les hommes à l'Est et à l'Ouest de notre continent, dont les conditions de vie, les besoins et les espérances sont différents, nous voulons être un trait d'union.

Le 2 octobre 1990 met fin à un chapitre de notre histoire. Un chapitre qui a commencé le 30 janvier 1933 et, allant de pair avec de nombreuses souffrances, a mené aux horribles catastrophes de la guerre, laquelle a laissé derrière elle une Europe en ruines.

L'une de ses conséquences a été le 7 octobre 1949, date à laquelle, sur le territoire de la zone d'occupation soviétique de cette époque, a été créé un Etat fragmentaire allemand : la République démocratique allemande.

Cet Etat se qualifiait de démocratique alors qu'il ne l'était pas à proprement parler. La violence contre ceux qui pensaient autrement a caractérisé sa genèse et a été l'une des bases de son existence. Ce faisant, il semait la haine qui devait mener à son échec.

Le 17 juin 1953, cet Etat a réprimé par la force des armes un soulèvement contre son système totalitaire et omniprésent. Et, le 13 août 1961, en construisant le Mur de Berlin et donnant l'ordre de tirer sur les fuyards, il serrait encore plus l'étau de la violence.

Le Mur entrera dans l'histoire comme l'un des édifices les plus inhumains. Il a privé les hommes du droit naturel à la liberté de circulation et a, durant près de trente ans, empêché les rencontres entre les familles, entre les amis et les compatriotes, 192 personnes ont trouvé la mort en voulant fuir vers la liberté. Nous ne les oublierons jamais.

Mur, fil de fer barbelé et ladite Sécurité d'Etat étaient les choquants modes d'expression de l'abus de pouvoir et de la violence. Comme l'a dit Vaclav Havel, ils ont transformé le socialisme en une massue. Ils ont aussi détruit les espoirs de ceux qui avaient cru que le socialisme pourrait être un moyen d'instaurer un monde meilleur.

Mais le Mur et le fil de fer barbelé n'étaient que les signes visibles de la privation de liberté. La répression connaissait bien d'autres formes. La contrainte idéologique a engendré un climat de privation de liberté intellectuelle, qui a empêché l'homme de s'épanouir. Au lieu d'avoir confiance en soi, de faire preuve de créativité et de fantaisie, ce sont le désarroi, une conscience déformée et une pensée normative qui ont prévalu.

L'abus de pouvoir allait de pair avec l'incapacité du régime à tolérer la critique ou, a fortiori, à l'accepter. L'auteur de critiques était isolé, jeté en prison ou encore privé de sa citoyenneté. Depuis la fin de la guerre, 4,6 millions d'habitants ont quitté, de leur plein gré ou par la force, leur patrie du Mecklembourg/Poméranie occidentale, du Brandebourg, de la Saxe, de la Saxe-Anhalt ou de la Thuringe en direction de l'Ouest. Aujourd'hui encore, nous souffrons grandement de cette perte. J'espère que beaucoup d'entre eux regagneront leur patrie.

Mais la violence et la privation de liberté n'ont finalement pas eu le dernier mot. A l'automne de l'année dernière, les citoyens scandant le slogan «Nous sommes le peuple !» ont exprimé sans ambiguïté et de façon audible à tous leur volonté démocratique. Avec un grand courage, ils ont, dans cette épreuve de force tout d'abord déséquilibrée, exigé liberté et démocratie et ont réclamé une vie digne de l'homme.

Les moyens de se libérer n'ont pas été la force, le radicalisme ni la destruction, mais les manifestations pacifiques, les prières pour la paix et les cierges allumés. Cela a été la victoire de la circonspection sur l'appareil d'un parti et d'un Etat qui ont, durant des années, intimidé leurs citoyens, les ont placés sous tutelle et ont exercé sur eux une domination totalitaire - avant de s'effondrer sans forces comme un château de cartes.

Cela n'a pu se produire que parce que l'Union soviétique, dirigée par Mikhaïl Gorbatchev, n'était, elle non plus, plus disposée à permettre de survivre, en recourant aux armes, à ce système incapable de faire preuve de réforme.

La naissance de la R.D.A., il y a quarante ans, avait certains aspects idéalistes. Ceux-ci n'ont pu s'imposer bien que beaucoup de femmes et d'hommes aient consacré le meilleur d'eux-mêmes dans leur foi en les idéaux annoncés. Je pense aussi aux nombreux émigrants qui sont revenus, croyant retrouver une meilleure patrie.

Cette fin a mis à jour un système

- qui a méprisé sans scrupules les principes de l'égalité,
- a ruiné sans scrupules les bases économiques de la vie,
- a dissimulé volontairement l'effondrement catastrophique de l'économie
- et a vendu des prisonniers, formé des terroristes et, surtout, trompé la jeunesse avec des concepts de l'ennemi mensongers.

L'ampleur de ce cynique abus de pouvoir, dont on ne prend que peu à peu conscience dans toute sa portée, ne cesse de nous effarer. Nous sommes d'autant plus reconnaissants que ce changement ait été couronné de succès.

Nous sommes surtout reconnaissants à ceux qui, au mépris des plus grands dangers, ont suivi leur voie sans se laisser irriter : aux «manifestants du lundi», à Leipzig, et aux nombreux autres qui, ailleurs, n'ont cessé de descendre dans la rue : aux Eglises et à leurs groupes, dont les initiatives ont débité en 1982 avec le slogan «Transformez vos épées en charrues !» et ont atteint leur apogée dans le Mouvement pour la paix. Nous en sommes aussi redevables à tous ceux qui ont été proches de ces groupes ou qui les ont appuyés pour d'autres considérations. Il faut aussi nommer ceux qui ont été expulsés du pays et n'ont jamais cessé de nommer les

choses par leur nom ni de réclamer plus de liberté pour les hommes en R.D.A.

Nous apprécions à sa juste valeur le rôle joué par nos voisins dans ces événements. En prenant la décision courageuse de laisser poursuivre librement leur voyage vers l'Ouest des citoyens de la R.D.A. désireux de quitter leur pays, c'est la Hongrie qui a taillé la première brèche symbolique dans le Mur.

Avec l'adhésion se termine, aujourd'hui, cette phase dramatique de réorientation qui a débuté à l'automne 1989.

Nous sommes au seuil d'une ère nouvelle. Nous pouvons nous engager dans la voie de l'avenir dans des conditions prometteuses. Des conditions qui ont pour noms liberté, démocratie, Etat de droit et justice sociale. Ces biens sont d'une plus grande valeur que les avantages matériels qui, après une époque caractérisée par de nombreuses privations, occupent - chose aisément compréhensible - si facilement le devant de la scène.

Notre avenir commun dépendra de notre capacité à faire preuve de compréhension mutuelle. Ceux qui peuvent nous regarder de haut ne doivent pas considérer cette position comme leur plate-forme. Et ceux qui sont de l'autre côté ne doivent pas se considérer seulement comme des élèves qui portent le fardeau supplémentaire de leur histoire.

Nous ne parviendrons aussi à une unité intérieure que lorsque nous serons prêts à corriger les nombreuses erreurs de jugement dues à la méconnaissance et à l'ignorance de la réalité.

Des rapports mutuels compréhensifs impliquent aussi que l'on respecte les idéaux d'autrui - même si on ne les partage pas. La fin d'une idéologie qui a été pour beaucoup une amère déception ne devrait pas inciter à croire que tous les idéaux sont détruits.

Certaines des ombres que jette le passé sont particulièrement sombres, et elles se profileront encore longtemps. Faire la lumière sur celles-ci exige de chacun de ceux qui y sont impliqués un maximum d'esprit de responsabilité et d'autodiscipline. Nous voulons assimiler ce chapitre de notre histoire avec franchise et exhaustivité. Mais, à la fin, après l'éclaircissement nécessaire de la culpabilité et de l'innocence, le résultat devra être la réconciliation et la pacification de la société. Le passé ne doit pas nous rendre plus tortueuse la voie de l'avenir. Il ne doit pas, d'une nouvelle manière, partager notre avenir.

Aujourd'hui, tous ne seront pas témoins, le coeur léger, de cette transition. Je pense ici avant tout à ceux qui sont volontairement restés ici, dans ce pays aux perspectives pratiquement désespérées, parce que c'est ici qu'ils voient leur tâche. Ils ne voulaient pas opter pour la solution de facilité ; ils ont volontairement opté pour la difficulté.

Pour eux tous - pour nous tous, l'histoire des quarante dernières années est, malgré toutes les contradictions et toutes les hypothèques, un chapitre de notre biographie personnelle, un pan de notre ego profond. Cher ceux qui sont restés ici, les frictions quotidiennes avec le système ont laissé de profondes traces. S'opposer à la pression d'adaptation et y résister dans la mesure du possible a demandé des efforts incessants.

La nécessité de supporter le système, d'une part, et le modeste bonheur de chacun, d'autre part, bonheur qui existait aussi, ont fait émerger un sentiment d'identité et de communauté que certains auront beaucoup de mal à laisser derrière eux. Reproduire et comprendre cela ne sera assurément possible que pour ceux qui auront vécu dans cette conscience ambiguë.

Je sais fort bien que beaucoup de citoyens ne sont, actuellement, pas épargnés par les soucis. La nouvelle monnaie, la réorganisation de l'économie et l'instauration de nouvelles structures politiques sont, naturellement, synonymes de nombreuses difficultés. Mais cela n'est pas une raison de ne pas profiter de ce moment favorable. Nous devons voir nos problèmes d'aujourd'hui à la lumière de notre passé - et à la lumière des conditions autrement plus difficiles en vigueur pour nos voisins à l'Est.

La fin de la R.D.A. est simultanément un tournant capital vers le meilleur, comme l'histoire ne nous en réserve que très rarement. Nous avons réellement tout motif de nous réjouir et d'être reconnaissants. Il nous est accordé de parvenir à l'unité dans la paix et la liberté, en accord avec nos partenaires et nos voisins. Nous pouvons prendre un nouveau départ. Ces prémices sont

- la liberté que nous nous sommes donnée à nous-mêmes de haute lutte,
- l'unité que nous avons voulue,
- le droit dont nous avons été privés trop longtemps et
- la dignité humaine qui nous est rendue.

Nous adhérons à un ordre démocratique qui, malgré certaines insuffisances dont nous ne voulons pas faire mystère, a fait ses preuves et n'a cessé de se perfectionner. Le cadre en est offert par la Loi fondamentale, dont le prestige est immense. A l'avenir, elle sera aussi valide dans les cinq nouveaux Länder fédérés et dans une Berlin non divisée. Son principe de base est le principe de la liberté dans un esprit de responsabilité.

La liberté est la meilleure marraine de nos capacités individuelles. Mais c'est aussi l'un des plus sévères jalons pour juger le caractère humain. La mettre en oeuvre pour soi-même et, aussi, pour le bien-être de la collectivité est une tâche fascinante pour nous tous.

Ce n'est pas ce que nous étions hier, mais ce que nous voulons être en commun demain qui nous unit en un Etat.

Dès demain, il existera une Allemagne unifiée. Nous avons longtemps attendu cela. Nous lui apposerons en commun notre sceau. Nous nous en réjouissons.